Lettre 243.*Résumé*.

Dette et souveraineté alimentaire.

AVP/ CADTM[1].

Introduction.

On conçoit l'importance du problème. **La faim** ! Elle est en augmentation depuis 10 ans, touche 20 % des Africains. Le continent le plus riche en biodiversité.
La production alimentaire mondiale doit faire face à de multiples menaces: dérèglement climatique, baisse de la fertilité des sols, questions géopolitiques instables,…
Les réponses sont pratiquement toujours les mêmes. Il faut toujours, produire plus et c'est la volonté des Grands (semenciers, industriels,…) de l'agro-alimentaire, c'est la volonté du FMI, de la BM, (Banque Mondiale),...On prône une agriculture numérique axée sur les données et climato-intelligente. Basée sur des systèmes d'irrigation avec capteurs, semences améliorées, drones et pesticides, systèmes d'information et leurs relais directs avec les grands marchés mondiaux…
Bref, c'est la seule solution: on augmente les **productions** par l'agriculture industrielle, intensive mais sans effet durable sur la faim des hommes. *Qui mange alors à satiété ?*
Pas d'agriculture industrielle sans surfaces agricoles adaptées au machinisme. Il faut les agrandir...au détriment des petits agriculteurs, peu ou pas aidés, obligés de vendre car écrasés par la dette, la leur, celle de leur pays qui est obligé d'exporter; au détriment des ressources alimentaires locales.
Des familles doivent quitter leurs terres et aller vers des villes déjà surpeuplées.
Du point de vue des états concernés, deux politiques :
1. *Réduction des dépenses publiques*: aides à l'agriculture ; priorité au remboursement des dettes et au paiement des intérêts.
2.*Politiques d'exportation*. Il faut choisir ou plutôt, on n'a pas le choix. Si l'on exporte des produits à haute valeur ajoutée(fruits, coton,...) il faut, pour nourrir la population importer des aliments de base (blé, riz, maïs).

La faim ?

[1]AVP, autres voix de la Planète ; CADTM.Comité pour l 'annulation de la dette du Tiers-Monde.

Aujourd'hui, paradoxe ! Elle touche surtout les zones rurales qui subissent la concurrence des aliments importés.D'où...il faut en revenir à une **souveraineté alimentaire**. Qu'est-ce que c'est ?
Selon la *Via Campesina* .Elle inclut (notamment)*:*

- Priorité donnée à la production agricole locale. Réformes agraires pour un libre accès aux semences .L'eau est un bien public à partager.
- Droit des paysan.ne.s de produire des aliments, droit des consommateurs d' accéder à ce qu'ils choisissent.
- Droit des états de se protéger des importations alimentaires à trop bas prix (dumping).
- Des prix agricoles tenant compte des coûts de production.
- La reconnaissance des droits des paysans.

Une crise majeure.
La crise de l'alimentation et de l'eau à Gaza.(Moayyad Ahmad).
Ce fait d'histoire est lié à l'expansion du sionisme dont un acte déterminant fut la « Déclaration de Balfour » (1917). En quelques lignes, elle reconnaissait « l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ….étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine ... ».
Cette déclaration est considérée comme une des premières étapes menant à la création de l'État d'Israël.
L »hostilité arabe au projet sioniste n'est pas d'abord unanime ...et l'auteur de cet article d'AVP/CADTL le reconnaît, s'en plaint aussi.
Quant à nous, lecteurs en 2025, nous porterons un seul regard « clinique » sur la situation de Gaza, du point de vue de la *« souveraineté alimentaire »* en reprenant les mots de l'auteur de l'article :
« L'occupation a détruit 75 % de la superficie de la bande de Gaza ainsi que le secteur agricole, les terres agricoles associées, les sources d'eau et le secteur de la pêche ».
Gaza produisait plus de 4000 tonnes de viande de poissons par an, ce qui n'est plus possible depuis que l'occupation a détruit 1400 bateaux et le port de Gaza ».

On objectera *« l'aide humanitaire »* : on connaît ses limites, sa fragilité, ses remises en question…
La bande de Gaza est dans l'état des choses, un exemple paradigmatique d'un asservissement total à la dépendance alimentaire.
Vous avez dit : souveraineté alimentaire ?
Deux mentalités, deux peuples, deux images et deux systèmes moraux.

Pas de transition agro-écologique sans abolition de la dette des agriculteur.ices.(Aline Fares).

La *production* alimentaire se décline selon des mécanismes bien connus: exploitation, concurrence, productivité, épuisement, perte de sens, dettes.

Les années qui ont suivi le COVID, ont montré des formes plus modernes de ce type d' exploitations: capitaux en folie, avec des multinationales qui prolifèrent aux dépens du travail et de l'endettement des agriculteurs-trices.

Le C*ovid* et avec lui le ralentissement des flux internationaux a vu l'accumulation de centaines de milliers de tonnes de pommes de terre[2].Un gros tas ! Et donc de beaucoup d'invendus.

Plus récemment, des manifestations à l'échelle européenne pour une rémunération juste du travail, un prix juste pour leur production et ce dans une période où pourtant les prix de l'alimentation ont explosé (inflation de 10 % en 2022). Les acheteurs se sont parfois tournés vers les circuits courts.Les gouvernements parlent de relocaliser de la production mais les moyens n'en sont pas donnés.

Considérons les deux bouts de la chaîne alimentaire : les prix au consommateur sont plus élevés, la rémunération des agriculteurs-trices reste insuffisante.

Remontons le temps. En 2008, la crise financière.Il faut sauver le système financier en endettant les Etats. Avec l'austérité, en réduisant les budgets dans la santé et l'éducation,...En contre-partie, en sauvant le système financier, l'enrichissement des gros patrimoines, avec des dividendes élevés d'actions en bourse,…

Les capitaux accumulés cherchent à s'*investir* pour produire de la valeur, plus de valeur.C'est leur raison d'être.

Il en est ainsi des capitaux investis par des multinationales dans la chaîne de production alimentaire.Dans tous les domaines: machines agricoles, chimie, transformation alimentaire (aliments ultra-transformés), grande distribution,…

Il faut vendre plus cher et comprimer les prix à la production.De ce côté, Nestlé, Kraft, Danone ; du côté de la vente,Carrefour, Delhaize,…

Les résultats en termes financiers sont au-delà de toute espérance et se chiffrent en milliards de dollars.

Mais, question, comment ces entreprises peuvent-elle vendre leurs produits tracteurs, pesticides, IA) à des cultivateurs déjà lourdement endettés ? *En fait, c'est la dette qui fait tourner le système.* Les banques vendent du crédit.Elles ont besoin qu'on leur emprunte.

[2]Moins de frites !,surproduction de lait...

Une complicité objective. Mais les risques sont pour les agriculteurs qui contraints à produire plus, achètent plus de machines,plus de terres, des drones pour surveiller leurs champs, plus d'IA, plus de…empruntent plus.
Ainsi la dette moyenne des agriculteurs-trices serait de 204 000 euros en 2021.

Des surproductions ? Plus de lait ? la tendance est alors à la baisse pour le producteur et donc la marge des entreprises augmente concurremment.Trop de céréales ? ce sont plus d'exportations vers les pays de la faim, plus d'invendus, de gaspillages,...plus de subventions de la part de la PAC.
On évoque la transition vers un autre système de production agricole ...sans parler de la dette. Impossible sans annulation au moins partielle de la dette!Un réé échelonnement de la dette n'est pas suffisant. En face les banques, les multinationales ont prospéré sur le dos des agriculteurs ! Il y a des mécanismes financiers pour corriger cette anomalie.
Il faut non seulement en venir à un autre type d'agriculture (écologie,…) mais aussi à une agriculture plus ancrée sur son sol, sa région,…

1. Crise alimentaire; quelles causes et quelles alternatives ?

La crise alimentaire internationale et les propositions pour en sortir.
Eric Toussaint[3] et Omar Aziki (Attac).
A l'échelle planétaire, entre 2014 et 2021, le nombre de persones souffrant d'insécurité alimentaire grave est passé de 565 millions à 924 millions.En 2024, un peu moins de 30 % de la population mondiale qui étaient en état d'insécurité alimentaire modérée ou grave.Ce fait a amené la Conseil de sécurité à se réunir pour discuter des réponses à donner.
La question : un record de production et une crise alimentaire ! Comment comprendre cette contradiction dans les faits ?
Il faut d'abord souligner qu'une grande partie de la production alimentaire sert à autre chose qu'à nourrir les hommes.Des usages industriels, pour le maïs et également le blé.Un tiers de la production mondiale de céréales servirait à l'alimentation des animaux d'élevage.
Au niveau mondial, 4 sociétés (4 oligopoles) contrôlent le marché des céréales. Ce sont: Archer…, De Bunge, Cargill, (États-Unis) et Louis Dreyfus (France). (ABCD) en raccourci.
Un seul exemple? Cargill en 2021.Son bénéfice net fut de 5 milliards de dollars.

[3]Erxpert financier international, pour moi, le fondateur de Cadtm. Il y a longtemps, très longtemps j'avais écouté une conférence de lui. Ebahi de ses compétences en économie, convaincu de mon ignorance !

Dans le *commerce* des aliments, un exemple aussi : Carrefour a imposé en 2021 une hausse de prix de l'ordre de 30 %.
Lors de l'invasion de l'Ukraine, les prix du blé et du maïs ont augmenté de 50 % en une quinzaine de jours.Pure spéculation puisque en ce moment, il n' y avait aucun probl§me d'approvisionnement.Les sociétés font des stocks de céréales en achetant les céréales de demain !
Il n'y a pas de contrôle des prix, les grandes société font ce qu'elles veulent !
Des réactions de panique des états ? *Par exemple,* en se connectant de plus en plus aux grands marchés internationaux, en supprimant les aides aux petits agriculteurs, en supprimant les silos à grains qui régulaient le marché intérieur, en supprimant les organismes de crédit public, poussant ainsi les agriculteurs dans les griffes des banques, en réduisant les productions de blé, de maïs, de riz pour favoriser les cultures d'exportation (tulipes,coton, cacao,…). En important la nourriture,…
Pourtant l'agriculture paysanne fournit 70 % des aliments consommés de par le monde.
Éradiquer la faim est possible. En résumé, il faut :

- mettre en œuvre la souveraineté alimentaire ;
- promouvoir l'agro-écologie ;
- appliquer la réforme agraire ;
- abandonner la production des agro-carburants industriels ;
- recréer au sud des stocks publics de réserves d'aliments ;
- créer des organismes publics de crédit aux agriculteurs ;
- garantir aux populations à faible revenu des prix abordables pour des aliments de qualité ;
- supprimer la TVA sur les aliments de base ;
- garantir aux petits agriculteurs/éleveurs des prix de vente suffisamment élevés ;
- Pour ces mêmes « petits », des services publics (santé, éducation,…) :
- …

Une fois encore : la dette est un des principaux mécanismes du néo-colonialisme qui s'opère au détriment des peuples.*Elle s'ajoute* :
à l'esclavage, à l'extermination des populations indigènes, au joug colonial, au gaspillage des matières premières, de la biodiversité, du savoir-faire, des biens culturels ...à la fuite des cerveaux,…

Éradiquer la faim en 2030: une chimère ? (A.Ghijselings,CNCD).
La faim est un problème politique et non pas technique.

En 2015, étaient lancés les objectifs du développement durable (ODD). L'objectif 2 était d'éradiquer la faim d'ici 2030. On constate qu'aujourd'hui le nombre de personnes, qui dans une telle trajectoire aurait du diminuer de 290 millions a de fait augmenté de 240 millions.
La FAO prévoit une augmentation d'environ 600 millions d'ici 2030. On incrimine le Covid et la guerre en Ukraine qui ne sont cependant que des facteurs aggravants. La faim ne résulte pas d'un déficit de production ou de disponibilité. Elle résulte d'un problème d'accessibilité. Les personnes en état d'insécurité alimentaire n'ont pas les ressources financières suffisantes pour acheter de quoi se nourrir.Qui plus est, la majorité d'entre elles sont des paysans/paysannes.C'est le *paradoxe* de la faim. Ces paysans/paysannes doivent vendre leurs produits à des prix justes.L'Afrique a le plus grand pourcentage de personnes sous-alimentées.
La colonisation a orienté les agricultures des pays du Sud vers les cultures d'exportation et non vers les cultures vivrières. Agricultures d'exportations pour compenser les importations et cela au nom des « avantages comparatifs » (plus de soleil, de chaleur…).
Tout cela dans un contexte (depuis la fin de la guerre froide) de néolibéralisme, d'un libre-échangisme à tout prix. Il est sans limites pour tout échange commercial. Dans cet objectif, l'OMC (organisation mondiale du commerce) recommande l'abolition des barrières douanières, de limiter les subventions publiques aux productions agricoles.
Un résultat en matière alimentaire est d'empêcher les agricultures locales de se développer à l'abri de la concurrence déloyale d'importations venues d'autres régions. Ils contraignent les agriculteurs/trices de vendre à perte leurs produits locaux.
La dérégulation des marchés.
L'OMC pénalise lourdement les stockages publics de matières alimentaires. Pourtant elles pourraient s'avérer des plus utiles en cas de pénurie alimentaire subite, pour faire la soudure entre les saisons
Depuis 2014, en vertu de la PAC, les pays européens peuvent continuer d' exporter leurs surplus alimentaires à bas prix, facteur supplémentaire de distorsion des prix dans les payas du Sud .
La PAC doit rendre les pays européens moins dépendants des protéines végétales du SUD.
L'Institut de développement durable et des relations internationales offre un scenario pour une Europe *agro-écologique* en 2050.Il y aurait une baisse de quelque 35 % de production de calories alimentaires ce qui n'empêcherait pas l'Europe de nourrir sainement sa population.En même temps, les productions agricoles de GES (gaz à effet de serre) diminueraient de 40 %.

Des solutions ?
Elles existent.
Il faut que le **droi**t à l'alimentationsoit respecté au Nord comme au Sud.Cela passera par une réforme de l'OMC. ...qui doit aller de pair avec celle de la fiscalité et des institutions internationales. Leurs programmes sont l'anti-thèse de la souveraineté alimentaire selon Via Campesina,le plus grand syndicat paysan du monde.***L'alimentation n'est pas une marchandise comme les autres.***
La souveraineté alimentaire sera basée sur l'esprit, les mèthodes de l'agro-écologie.

Dette extérieure et droit à l'alimentation. (O.De Schutter, rapporteur spécial des Nations-Unies pour le droit à l'alimentation,…).

Les rares soutiens qu'un État peut accorder vont à une agriculture d'exportation. Par elle, en effet, ces états peuvent rembourser leurs dettes. Le résultat cependant est une dépendance plus grande vis-à-vis des importations de produits alimentaires pour nourrir les populations.Ces pays sont pauvres et endettés. Un cercle vicieux. Pauvreté (faim) et dette ! Comment en sortir sinon en vendant leurs terres ? Un autre extractivisme !
L'*aide publique* au développement (APD) est passée de 18 % en 1979 à 3,5 % en 1974. On espérait que l'investissent privé viendrait combler le vide. Il n'en fut rien.
Les ressources naturelles ? Exploitées par qui, au profit de qui? C'est au cœur du droit international.Serviront-elles aux besoins des populations locales ou au remboursement de la dette ?
On assiste aujourd'hui à un phénomène d'ampleur mondiale.**L'accaparement des terres.**Les statistiques sont éloquentes.Droits sur la terre, droits sur l'eau, droits sur la biodiversité (brevets) ,…Tout s'achète et tout se vend, notamment la terre, l'eau, les forêts,...Les pays du Sud se vendent, leurs populations se vendent.
L'auteur pense qu'il faut canaliser les investissements privés pour qu'ils servent au développement : routes, infrastructures,…
Il conclut.
1.le droit à l'alimentation passe par l'allègement de la dette extérieure.
2. on constate une « fatigue de l'aide »chez les donateurs traditionnels. « On les a bien aidés et ils n'en sortent toujours pas !!! ».

2.Mexique, Argentine, ...Tour du monde au prisme de la souveraineté alimentaire.

Il faut lier les cultures agricoles aux besoins de la population. (Solange Koné,Côte d'Ivoire).
Elle a fondé le *« réseau d'alerte foncier* » qui se bat pour l'accès à la terre des petit.e.s agriculteurs-trices.Et elle rsume d'entrée de jeu : « la Côte d'Ivoire exporte la fève de cacao et ensuite achète le chocolat ».On a vu les conséquences d'une vision exportatrice (de cacao, coton, café,..) lorsqu'a éclaté la guerre en Ukraine.On s'est rendu compte de la dépendance de l'Afrique.
Les populations du Nord de la Côte d'Ivoire cultivaient le mil ou le maïs.Au lieu de promouvoir cette agriculture paysanne,on a promu des exportations de coton,… ,des cultures intensives avec exigences en matière de pesticides, engrais...qui ont dégradé les terres.La COP 25 a recommandé de réhabiliter ces terres.
« Alerte foncier » dit : « on a besoin de terres qui sont aujourd'hui concentrées dans les mains de gros producteurs, souvent étrangers.Il faut en revenir à une utilisation rationnelle de la terre.Il faut qu'on lie les cultures aux besoins des populations.Le premier besoin, c'est de se nourrir. Il faut mon trer aux communautés qu'elles ont leur mot à dire.Le gouvernement actuel vend les terres aux plus offrants !
Il faut que le Ghana et la Côte d'Ivoire producteurs de cacao,... s'unissent au lieu de se faire concurrence et développent des stratégies communes de mise en valeur de leurs productions.

Agricultrices et souveraineté alimentaire en Côte d'Ivoire.
De la terre aux assiettes par l'agro-écologie. (Jeunes volontaires pour l'environnement,JVE).
Les femmes africaines en sont les actrices invisibles.De nombreux groupes travaillent ce domaine dont les JVE,...Grain[4],… C'est un aspect aussi de la lutte pour la justice climatique.Leur engagement pour l'agro-écologie montre à ces femmes l'impact qu' a un modèle d'agriculture sur la fertilité des sols et leurs productions, tout en valorisant les savoirs et savoir-faire locaux.Il y faut des stages de formation et de partage des connaissances. Ces promotrices de l'agro-écologie promeuvent aussi les principes de justice, d'égalité, de dignité, de solidarité,…
Un exemple. Les agricultrices de x.... ont remis à l'honneur une variété de riz local : D'autres enjeux : le rôle spécifique des femmes, leur interconnexion avec la nature, la compréhension de leur rôle politique au sein des êtres vivants,… « nous avons appris la valeur de la *semence* paysanne ».La propriété foncière est au cœur de leurs revendications.

[4]Que l'on connaît mieux dans nos contrées.

Elles ne bénéficient d'aucun soutien de l'État en matière de subventions.Et les marchés ivoiriens sont inondés de produits agricoles venant de l'étranger. Les barrières de toutes sorte pour aire face au COVID impliquent des changements drastiques dans les habitudes alimentaires.Par exemple la production d'*atieke* (une sorte de farine, semoule de manioc), aliment traditionnel ; mais très vite, apparut une pénurie de manioc due essentiellement aux confinements et aux barrages routiers.
Mais au total, ce fut l'occasion pour les femmes d'en revenir à la culture traditionnelle de manioc, à leurs savoirs et par là à leur dignité.

Madagascar.La lutte pour la souveraineté foncière.(Mamy Rakotondrainibe, juriste).
Les records de pauvreté dans le monde:
1.Syrie 2.Soudan 3.Madagascar.
Avant la colonisation, les droits financiers se transmettaient par voie orale, par les anciens. Les Français ont exigé des titres fonciers.Mais c'était très long (une vingtaine d'étapes) et très cher et seuls les riches et les colons pouvaient se le permettre.En 2024 encore des milliers d'hectares de terrains « coloniaux » (ou titrées au nom de colons) où vivaient depuis longtemps, de nombreuses familles.Les occupants ont été chassés.Nombreux sont les cas d'accaparement des terres.Ces accaparements violent les droits des communautés.Les cas semblables sont nombreux.
L'état accorde de grandes surfaces aux investisseurs.Ils viennent de l'agro-business (4 millions d'ha aux oligopoles en 10 ans).Les lois malgaches sont de plus en plus favorables aux investisseurs. Egalité de droitsentre investisseurs étrangers et malgaches. L'inégalité flagrante entre les capacités financières de la plupart dees sociétés et particuliers malgaches, notamment des paysan. nes .,d'un côté et celles des firmes et multinationales étrangères, de l'autre, font craindre une cession massive de terres aux investisseurs étrangers.
La culture malgache accotde une importance primordiale à la terre.
Par ailleurs le reboisement et la vente de *crédits carbone* se font aux dépens de terres ancestrales et sont combattus par les communautés. La Banque mondiale limitera ses décaissements aux projets de lutte contre le changement climatique. Ces projets sont rarement favorables à la majorité de la population pourtant déjà victime du réchauffement climatique.

Haïti.Dette et souveraineté alimentaireL'Impossible cohabitation.
Ricot Jean-Pierre (PAPDAI) et Derolus Peterson (anti-extractiviste).
En 2024, 50 % de la population étaient en état d'insécurité alimentaire aigue.

Les grands généraux de l'indépendance ont voulu reproduire le système colonial de production de denrées pour l'exportation.
Lors de l'indépendance, la France voulait indemniser les colons et bénéficier d'une reconaissance d'une indépendance acquise au prix d' un génocide humain.
Agriculture familiale et agro-business, 2 projets sont en lute depuis 1804 : la grande propriété, la petite propriété (familiale) foncière.
L'accaparement des terres toutefois ne mettait pas fin à l'agriculture famillíale qui se portait bien.Mais l'occupation militaire en 1915 par les Etats-Unis fut un projet anti-paysan, anti-souveraineté alimentaire.Une nouvelle constitution en 1918,octroie le droit de propriété alors que **toutes** les constitutions de Haïti l'interdisaient.Durant l'occupation militaire de 1915, plus de 50.000 Haïtien.es furent dépossédés et expulsés dans la région Nord, impliquant la migration de plus de 300.000 d'entre eux/elles.
L'occupation par les États-Unis a contribué à la destruction de 20 à 35 % de la couverture boisée.Une dette écologique qui doit faire l'objet d'une réparation.
Politique de libéralisation commerciale: aggravation de la sécurité économiaue, de l' insécurité alimentaire.
En 1934, s'en vont les forces d'occupation mais le modèle économique n' a pas changé[5]. Grâce à des luttes, jusqu'aux années 1980, Haïti a été *presque auto-suffisant en matière d'alimentation*.Mais la libéralisation commerciale va déstructurer l'économie, créant des monopoles , s'engageant dans un système extractiviste pour rembourser la dette.
Des mouvements populaires.
Ils élaborent des cahiers de revendications paysannes.Une réforme agraire est essentielle pour atteindre les objectifs de la souveraineté alimentaire.D'autres initiatives parmi lesquelles des expériences d'agro-écologie.Il faut encore régénérer les écosystèmes, faire face au changement climatique.Il faut restaurer un état haïtien en lieu et place d'un *« Etat en Haïti »*..Il faut renverser le système dette; il faut réparer les torts causés au peuple par le système néo-colonial.

La nuit tombe sur la souveraineté alimentaire mexicaine.
V.C.Ortega,Initiative nationale de suspension de remboursement de la dette.
Triomphe de la révolution mexicaine en 1910-1917.Le droit à la terre est essentiel à la réalisaation de plusieurs droits humains tel que le doit à l'alimentation ou à un niveau de vie décent. Au contraire, un gouvernement a tente de s'appuyer ur les forces les plus réactionnaires, en s'opposant frontalement au droit des femmes.

[5]Initialement, il s'agissait des colons d'ascendance européenne, puis par extension, le terme désigne aussi toute personne née dans les anciennes colonies, quelle que soit son ascendance, et inclut donc les descendants des esclaves africains déportés par les Européens.

Des engrais à bas d'acides ont conduit à l'acidification de 65 millions d'Ha. Aujourd'hui 4 entreprises commercialisent les semences (50%) et contrôlent le marché ees pesticides.Au total, 62 % des coûts de production vont dans la poche de l'agro-business.70 % des sols sont appauvris en matière organique.60 % des céréales sont importées.des cultivateurs son évincés en raison du faible prix des aliments importés, du coût élevé des facteurs de production. (intrants, engrais,…).Le pays était le berceau de la culture du maïs, était autosuffisant et importe maintenant des Etats-Unis.nEn maïs , le Mexique était un réservoir de biodiversité avec des milliers de variétés capables de faire face à tous les environnements.

Quelle réponse, quel défi ?

Il est de récupérer les sols, d'assainir les aquifères,de créer des emplois, de réduire les inégalités entre les deux agricultures.Seul un sol sain permet de lutter contre la pauvreté .Les systèmes agricoles basés sur l'agro-écologie sont biodiversifiés, résilients,efficaces sur le plan énergétique,socialement justes.Quatre axes :

- écologiue : restauration des sols et de la biodiversité, incorporer des minéraux ;
- social: rétablir l'enseignement agricole ;
- économique ; les campagnes ont besoin de crédits,...pour redémarrer ;
- technologiqu : intégration d'une équipe d'intellectuels, universitaires pour concevoir le zsystème agronomique mexicain.

Il faut des ressources pour implémenter ce plan.Une partie peut venir de la dette extérieure du Mexique qu'il ne faut pas rembourser. Une partie est illégitime et doit aller vers des projets sociaux. Les gains doivent être répartis entre le capital et le social.

Aucune ville ne peut garantir la vie. La vie vient de la campagne, du sol qui produit la nourriture.

Argentine : le gouvernement d'extrême-droite de Javier Milei s'attaque à la souveraineté alimentaire.

La faim ne se voit pas. Elle se ressent.

Salome Vuarant,CADTM Argentine.

Javier Milei a été élu sur un programme d'extrême droite qui constitue une attaque sans précédent contre les secteurs populaires et la classe ouvrière.

La faim n'attend pas!Arrêtez l'ajustement ! Mais son gouvernement a un programme d'extrême droite.Il gèle les fonds destinés à l'entraide sociale, annule les soupes populaires, arrête l'assistance médicale aux patients atteints d'affections chroniques, pousse les retraités à la misère…

En février 2024, in rapport de l'observatoire social de l'université catholique argentine (UCA) indiquait que que la pauvreté dans le pays avait atteint le taux alarmant de 57,4 %. Cette augmentation est due principalement à la dévaluation (de plus de 116 % depuis l'entrée en fonction du gouvernement Milei), provoquant une escalade des prix de base, érodant le pouvoir d'achat des classes moyennes.Milei tient un discours surréaliste très critiqué mais il bénéficie d'un certain consensus social.

Argentine à vendre.

Un projet de réforme de la loi fondamentale sur nommé, *Loi Omnibus,v*ise à graver le libéralisme dans le marbre.Il fut conçu par des groupes intenationaux et quelques grandes famille argentines. Le plan était « Argentine à vendre ».Il accorde de grandes concessions aux multinationales et des avantages aux organismes de prêts internationaux tels le FMI pour s'en attirer les faveurs.
Cette mise vente est celle des biens communs, tels la pêche, le lithium, les mégamines, les projets pharaonesques tel le projet fluvial à travers le Brésil Parana -Paraguay (3400 km).
Les institutions universitaires se voyaient menacées mais même le projet omnibus fut « recalé » à temps….mais repris sous d'autres formes, par exemple par la ministre de la sécurité sociale, P. Bullrich.
Un protocole anti-grève. Est un délit toute manifestation sociale au cours de la quelle il y a barrages de routes, obstruction de la circulation.Ce protocole viole la circulation.
Il devient de plus en plus évident que la seule liberté qui reste est la « liberté de marché »[6].
Heureusement les leviers de la démocratie et de l'État fonctionnent toujours !

Inde .Les défis de la souveraineté alimentaire.

Sushovan Dar CADTM Inde.

La crise agraire. 60 % de la population est engagée dans l'agriculture. Ellle contribue à 18 % du PIB du pays. L'usage d'engrais est une caractéristique de la production agricole.En matière d'engrais azotés (production), l'Inde se situe à la 3ème,à me place derrière celle Ees Etats-Unis et la Chine .L'agriculture intensive est l'objet d'un développement important. Avec elle, davantage de pesticides (pour des plantes génétiquement améliorées plus sensibles aux maladies,…), L'utilisation des engrais azotés seuls (de mnière aléatoire non scientifique) a un effet délétère sur la santé des sols. Le taux de croissance décennal a diminué, passant de de 8,37 % en 1960-1970 à 2,61 % en 2000-2010.

[6]D.Trump paraît s'en inspirer.

La dette paysanne.
Un endettement rural profond. En 2019,59,2 % des ménages sont endettés.C'est une des principales causes de suicide chez les agriculteurs.Selon, les chiffres officiels, plus de 400.000 agriculteurs se sont suicidés depuis 1995.Des chifres officieux pointent vers un doublement des chiffres officiels.
Fin 2023, dix agriculteurs d'un état ont adresé une supplique au ministre.Ils se disaient prêts à vendre leurs propres organes afin de rembourser les prêts.Cette initiative eut un gros retentissement, hélàs passager.
Contraintss par l'OMC, le FMI, l'Etat indien a adopté des programmes d'ajustement structurel (PAS) visant notamment l'agriculture : réduction des subventions,aux intrants, aux infrastructures , aux organismes de crédit,…
Financiarisation de l'agriculture.
Investir dans l'agriculture apparaît plus sûr. C'est un nouveau mode d'accumulation, c'est plus sûr.On privatise le secteur agricole et cela va de pair avec son industrialisation, avec l'expulsion de petits agriculteurs, avec un exode rural sans création d'emplois.Des millions d'agriculteurs viennent grossir les bidonvilles.

3. Moyen-Orient et Afrique du Nord.

La Tunisie face à l'impérialisme économique.(Ines Zagdouà).
Droits d'accès aux ressources naturelles.
Dans le Sud global, une crise multidimensionnelle. Quelles sont les répercussions de cette crise sur les ressources vitales comme l'eau, l'alimentation et les terres agricoles dans un contexte de crise économique. Autrement dit, le credo impérialiste, les institutions financières internationales,...ont conduit à une dépossession généralisée des ressources du Sud et à une dépendance perpétuelle du Nord global.Il s'agit en effet d'un transfert de valeur du Sud vers le Nord qui a besoin de plus en plus de richesses naturelles pour son expansion, pour compenser la baisse du taux de profit suite à une compétition toujours plus féroce entre capitalistes. C'est la base d'un développement inégal. Les mécanismes néo-coloniaux tels l'endettement, les accords commerciaux inégaux,...contribuent à accentuer cet état de fait. Les pays du Nord sont en outre avantagés par les bas salaires constants, les rôles subalternes dévolus aux pays du Sud..
Les PAS visaient à développer les activités exportatrices du Sud et cela pour rembourser la dette, sans remettre en cause les relations d'échanges inégales.En 2021, l'endettement de la Tunisie représentait 80 % de son PIB dont 50 % de dette extérieure.
L'Afrique, en moyenne importe plus de produits alimentaires qu'elle n'en exporte. L'endettement et la crise alimentaire sont liés, corrélés. C'est le résultat du PAS

qui compromet la capacité de ces pays à se nourrir eux-mêmes, marginalisant les petits producteurs, altérant les régimes alimentaires traditionnels.
La quête énergétique de l'Europe comme néo-colonialisme.
On observe les mêmes mécanismes de pillage des ressources énergétiques, de l'eau, des terres.
Dans un contexte de crise énergétique mondiale, l'Europe cherche à accélérer sa transition vers les énergies renouvelables. Son regard se tourne inévitablement vers les pays de l'Afrique du Nord et son potentiel solaire.
Mais dans ce cas, ce que l'on extrait, c'est de l'énergie solaire. Ainsi le projetTuNur.Sa seule raison d'être est de produire de l'énergie solaire sur les terres tunisiennes et de l'exporter vers l'Europe sans pourtant en faire profiter les populations locales.
Autre exemple, l'hydrogène vert[7].
Un projet allemand qi permettrait l'exportation de 6 millions de tonnes d'hydrogène vert d'ici 2050.
Mais d'énormes infrastructures pour lesquelles la Tunisie devra s'endetter auprès de l'OMC-FMI.Elle fournira la terre, l'eau au prix le plus bas. Elle prendra à son compte les stations de désalement de l'eau. Les terres seront fournées pat des terres domaniales ou par dessaisissement forcé des terres collectives.
On le voit, la transition énergétique s'inscrit dans la même logique d'accaparement de terres, d'eau,...de soleil.

Le Liban: une crise alimentaire sur fond de guerre et d'exploitation capitaliste.
Ghassan Makarem.Mouvement agricole libanais.
On pense aujourd'hui que les deux-tiers de la population libanaise (qui comprend 1,5 million de réfugiés) sont confrontés à différents niveaux d'insécurité alimentaire et que 19 % sont en situation de crise.
Un taux d'inflation jamais vu (254 % depuis juin 2024[8]). avec érosion presque totale du pouvoir d'achat.En 2021, le gouvernement a décidé de cesser les subventions aux carburants et aux produits alimentaires.
Des années de mauvaise gestion, de corruption,de gaspillages (eau, pollutions,produits chimiques…).En 2021, un rapport de la Banque mondiale soulignait que la crise était « délibérée »car imposée à l'ensemble de la

[7]L'hydrogène vert est le dihydrogène produit : - au sens large, de manière décarbonée, sans libération significative de gaz à effet de serre ; - au sens restreint, par électrolyse de l'eau, à partir d'une source d'énergie renouvelable, ou d'une source bas carbone, selon les définitions. (Wikipedia)
[8]On est en...

population ...et qu'elle avait été « conseillée » par la Banque Mondiale elle-même à une même élite.
La crise ne fait qu'accentuer la situation due à des monopoles tel celui de l'avocat (très exigeant en eau et intrants).
Il y a une polarisation claire entre les cultures industrielles (liées au grand capital et à l'exportation) et les petites cultures vivrières qui manquent de capital.
Le Liban dépend à raison de 80 % des importations alimentaires.
Les 2/3 des terres agricoles sont contrôlées par des personnalités politiques ; y travaillent des pauvres qu'ils soient des réfugiés **syrien**s ou des petits cultivateurs.
Les travailleurs/travailleuses appartiennent à un système informel et sont donc sans protection. Et dépendent d'un capitalisme brutal. La plupart des femmes sont des réfugiées affrontées à une série de défis, pour n'en citer qu'un, l'inégalité salariale. La xénophobie est persistante et grave.
Ces petits agriculteurs sont aussi contraints de s'intégrer dans des filières de monocultures et leurs exigences en matière d'intrants,...et donc financières ...et ainsi à une accumulation de **dettes**.
Ces dernières années ont vu l'émergence de différents groupes qui luttent pour des pratiques durables, respectueuses de l'environnement, utilisant des variétés locales de graines.
Il faut une refonte du système alimentaire mais les tavailleurs/travailleuses agricoles doivent être à l'avant-plan de cette réforme.

Maroc, crise alimentaire et stress hydrique
Mohamed Hadi, Attac, Maroc.
L'économie marocaine est étroitement liée à l'espace européen. L'Europe absorbe presque 60 % des exportations marocaines. Le Maroc est la destination d'importants investissements de ressortissants marocains à l'étranger; Il profite du tourisme étranger.Mais l'Union européenne vit un ralentissement (guerre en Ukraine,…).
Selon la Banque Mondiale, le Maroc a l'économie la plus tournée vers l'extérieur avec un taux d'ouverture de plus de 60% supérieur à ceux de l'Égypte, de l'Inde, de l'Argentine, de la Tunisie (dans les 40%). Le niveau d'importation est au Maroc bien plus élevé que celui des exportations.
Depios 2022, le Maroc subit une crise d'inflation attribuée selon la BM à un déficit des pluies (et donc des rendements) et cela pour la sixième année consécutive.
Il y a un fait choquant.Le Maroc exporte fruits et légumes qui prélèvent 80 % des réserves en eau. S'il vend pour 8 milliards de fruits et légumes,il achète pour 9 milliards de dollars de céréales.

Divers plans (dont « génération verte ») ont décidé que la superficie cultivée en céréales passerait de 6 millions d'ha à 1,5 million pour les remplacer par des cultures de pastèques, d'avocats,de tomates.Le Maroc qui était un pays exportateur de céréales est devenu importateur dépendant du Marché international.
Le Maroc est d'une vulnérabilité particulière au changement climatique. En témoigne la diminution des nappes phréatiques.La fréquence des jours de sécheresse augmenterait de 50 % d'ici la fin du siècle.
Le Maroc est lourdement endetté.Pour financer sa dette,il lui faut recourir à l'extérieur, emprunter à l'étranger.
Le pouvoir en place est aux ordres du FMI ; la BM menace gravement les subventions à l'agriculture .La majorité des gens en dépend. Les conditions de travail se détériorent. Le Maroc sous la pression des organismes internationaux doit poursuivre le programme d'ajustement structurel, s'ouvrir au marché mondial, privatiser, se tourner plus encore vers l'exportation, baisser les dépenses publiques, prélever plus d'impôts sur le dos des classes laborieuses.
L'austérité budgétaire a des répercussions au niveau des écoles, des hôpitiaux,,des routes, des réseaux d'eau et d'électricité,…
L'endettement des ménages spécialement pauvres a stimulé l'émigration, notammen celle des jeunes,...Les masses populaires ont particulièrement souffert du chômage, de la hausse du coût de la vie.
Les indicateurs de développement humain (santé, éducation, revenu par habitant) se sont détériorés.La politique d'endettement a accru la dépendance vis-à-vis de l'étranger.
Le pays doit trouver une voie autonome ; sortir du cercle vicieux de l'endettement zt du libre échange.Il faut une autorité populaire au service des masses populaires.

La politique d'exportation dans l'agriculture égyptienne.Repenser le dilemme.
M.Ramadan et S.El Nour, sociologues.
L'exportation. ..vers l'Europe. Les pommes de terre comme exemple. 300 000 tonnes exportées (deuxième culture d'exportation vers l'UE) pendant la saison hivernale. Les bénéfices sont captés par les grandes exploitations.
Augmentation du prix des intrants, dégradation des termes de l'échange,...ont contraint les agriculteurs à une vente à perte. Le pays souffre d'insécurité alimentaire.Un seul exemple: 20 à 25 % des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance.De pair évidemment vont les chiffres qui concernent la pauvreté.

L'agriculture veut s'intégrer toujours plus au marché mondial.Un soutien du FMI et de la BM n'ont pas permis de dégager un excédent commercial.Ces exportations concernent des produits bruts non transformés et ne permettent pas d'équilibrer les échanges notamment s'agissant du blé dont l'Egypte est devenue le premier importateur mondial. Cette option pour l'exportation a encouragé la croissance de grandes entreprises agricoles au détriment des petites pourtant adonnées aux cultures vivrières.
Il faut revitaliser les systèmes alimentaires locaux.

4.Après le mouvement social européen, quel rapport de force et quelles alternatives ?

Sortir du libre-échange.Vers un commerce international axé sur la souveraineté alimentaire.

F.Monteverdi, Entraide et Fraternité.

Il faut revoir les politiques agricoles européennes de manière à leur rendre leur autonomie par rapport à des choix alimentaires, c'est-à-dire leur souveraineté alimentaire.

Avec la création de l'OMC en 1995, l'agriculture intègre les lois du commerce mondial.C'est une mise en concurrence des états dans le domaine agricole.En même temps, les mesures de soutien sont fortement diminuées.

En Europe, la réforme de la PAC (politique agricole commune) a substitué des aides au prix à des aides à l'hectare. Cela avait évidemment pour conséquence l'encouragement à voir plus grand, à exploiter plus grand, à pousser vers des rendements toujours plus grands, à recourir à plus d'intrants,..voire à s'endetter plus.
En conséquence, les exploitations familiales du Nord comme du Sud en subissaient les conséquences.
On suivait la règle des *avantages comparatifs* qui incitait les pays du Sud à profiter du soleil pour produire légumes fruits,.. (et autres matières premières, terres rares,..) et les vendre aux pays du Nord détenteurs d'un grand savoir-faire en transformation.
Les pays du Sud, notamment, deviennent déficitaires en céréales (qu'ils abandonner), et pourtant tellement importantes du point de vue de leur culture/habitudes alimentaires.Mais il y a, pour compenser, l'Ukraine et la Russie, puissances céréalières importantes.

La dépendance par rapport aux intrants (leur prix,…), les volumes de production à l'échelle mondiale, les satellites de surveillance,...donnent aux multinationales un grand pouvoir notamment en matière de fixation des prix, parfois en-dessous des prix de production.
En effet, c'est le règne des oligopoles dans tous les domaines: engrais, pesticides, semences, génétique animale, transformation, distribution,...
L'endettement des pays du Sud les amène selon les recommandations des organismes financiers internationaux à s'inscrire dans les programmes d'ajustement structurel (PAS) ce qui signifie des coupes sombres dans les budgets en matière sociale, en matière de santé, de culture,d'éducation,...**Des libertés sont menacées, notamment la presse est baillonée,…**
Cette circulation de denrées alimentaires à l'échelle mondiale a un coût caché (rarement discuté). Il serait selon la FAO, équivalent à 10 % du Produit intérieur brut mondial (PIB).
L'accord UE-Mercosur.
S'il entre en vigueur, il deviendra l'un des plus gros accords commerciaux au monde: 780 millions de consommateurs/consommatrices sont concerné.e.s.

La majorité des produits exportés par l'Europe sont des produits *transformés* (produits chimiques, voitures,…).Les exportations du Mercosur sont des produits bruts : denrées agricoles, minerais, biodiversité..On a qualifié ce traité de traité *« vaches contre automobiles ».*
Cet accord inquiète, en ce qui concerne la viande de bœuf, particulièrement, les éleveurs belges.
A noter aussi que l'exportation de soja, de viande bovine,… sont les principaux acteurs de la déforestation, on peut sans doute dire : « forêts contre vaches » ou encore penser à l'équation : « vaches et CO2 ».
Ces accords signifieraient une perte de souveraineté des états, ils se négocient en effet, dans le plus grand secret, la population, les principaux intéressés, agriculteurs/agricultrices ne sont pas consultés.
Il faut aller vers un autre modèle.
Un débat démocratique qui mette en questions le libre-échange, qui tienne compte d'un besoin de relocalisation, de la nécessité d'une autre politique commerciale européenne.
L'alimentation (sa production,...) doit être aménagée au niveau local...et surtout nos aliments ne sont pas un produit financier comme un autre, faire l'objet de transactions en bourse,...elle se partge,elle est un droit de l'homme.

Le secteur agro- alimentaire fait partie du noyau dur du capitalisme mondial.
Roxane Mitralias. Journaliste.Interview.
Premières mobilisations en Grèce : inondations. La production agricole est impactée pour les 5 ans à venir.
Et en France ?
Les mobilisations commencent près de Toulouse.Les autoroutes sont fermées.Beaucoup de paysans nont syndiqués se sont levés.Le déclenchement qui a eu lieu fait sans doute suite à l'épidémie de la maladie hémorragique enzootique (MHE) qui frappe les bovins et qui vient d'Espagne.

Tout d'abord, les principaux syndicats agricoles :

- FNSEA 50 %
- Coordination rurale 20 %
- Confédération paysanne 20 %
- Modef (historiquement proche du parti communiste) 3 %.

Attitude de la Confédération paysanne?Elle rejoint le mouvement dont elle constate la spontanéité et l'intérêt pour la question sociale.Elle voulait aussi revenir sur les accords de Libre-Echange,sur les marges indécentes pratiquées par la grande distribution, sur les prix payés aux agriculteurs souvent inférieurs aux prix de revient.
Le nombre de paysan.nes est de plus en plus faible.
Sur la base de cette colère, chaque syndicat est guidé par l'intérêt de ses adhérents.
Ainsi la FNSEA remet en cause les contraintes en matière d'environnement (pesticides, surveillances, contrôles, paperasserie, …).En cela , elle répond aux céréaliers. Les propsitions de la FNSEA ont été rapidement reprises par le gouvernement.
La colère ne s'est pas apaisée :blocage des auto-routes, des grandes surfaces,..
Dans ce sens se situe la *Confédération paysanne*.A l'opposé, on trouve la coordination rurale, de droite, voire d'extrême droite (soutenue par Vincent Bolloré).
Cette mobilisation, c'est du jamais vu dans un monde agricole pourtant plus penché sur sa charrue qu' empruntant les auto-routes (tracteurs et al.).Mais pour la population, les agriculteurs (des « petites gens ») sont ceux qui travaillent et s'opposent à ceux qui gagnent leurs sous assis dans leur fauteuil.
Les revendications ont-elles été entendues ?

La viande bovine, rien à faire sur ce sujet.Il est plus intéressant de vendre du vin et du champagne à l'export[9].
En moyenne, les plus riches sont les céréaliers, les vignerons et les producteurs porcins ; ces derniers par l'immense marché chinois.
L'agriculture est une des professions les plus inégalitaires. On s' y suicide plus que dans les autres professions.
La confédération paysanne, plus spécifiquement.
Elle demande une redistribution du foncier agricole.Une répartition des aides différente.Il faut aider les petites fermes au moins autant que les grosses.
Du point de vue écologique, les petites fermes sont bénéfiques pour le climat, la biodiversité, la transition agro-écologique,…
Tout est lié: plus de paysan.nes veut dire une agriculture plus écologique, plus de vie dans les villages,...

Pour avancer vers la souveraineté alimentaire, il faut :

- **Mettre l'agro-écologie au cœur des décisions politiques.Elle protège les droits collectifs de la paysannerie, protège la biodiversité, encourage les systèmes alimentaires locaux, valorise le travail des femmes.**
- **Mettre en œuvre une réforme agraire populaire et globale pour mettre,fin à l'accaparement des terres et des semences par les multinationales pour garantir aux petits producteurs. productrices des droits équitables sur les ressources productives.**
- **Une gouvernance alimentaire basée sur les intérêts des peuples et non sur ceux des entreprises multinationales.Il faut placer les intérêts des populations au centre de la gouvernance alimentaire.Les petits producteurs.productrices ont un rôle important à jouer.**

A la Via Campesina,nous voulons des politiques de régulation des marchés qui soutiennent et protègent les productions locales.

Morgan Ody,

[9]Trump sait où ce la fait mal.

Coordinatrice générale de la Via Campesina.

C'est un gros morceau que ce dossier (interview), tant par la personnalité de Morgan Ody que par l'importance d'un renouvellement de la pensée et des pratiques évoquées.
Le petit résumé qui suit laisse en veilleuse maints aspects de cette politique déterminée, volontaire, intelligente.
Via Campesina, ce sont 180 organisations dans 80 pays.Deux enjeux principaux seront abordés : le mouvement social européen et les alternatives à mettre en œuvre pour se rapprocher de la souveraineté alimentaire, au Nord comme au Sud.

Les mouvements paysans qui ont frappé plusieurs pays européens au début de l'année 2024.
C'est une crise *sociale* de la paysannerie européenne.C'est un mouvement parti de la base, d'une colère et d'une souffrance du fait, notamment, de prix insuffisants pour pouvoir vivre du métier de paysan.nes. Ces colères concernent le libre échange et la concurrence de produits qui arrivent sur le marché européen avec lesquels on ne peut lutter.
Au début de ce mouvement, il y a eu une tentative de récupération par l'extrême droite. C'est ce qui a motivé Via Campesina d'accompagner cette colère.*La question sociale est au cœur de cette colère, ce ne sont pas des revendications identitaires.*
Il est vrai que le mouvement a pris des formes un peu différentes selon les régions. Par exemple,en Roumanie et en Pologne, comptait le prix du blé importé à bas prix de Russie et d'Ukraine. En Belgique et en France, on constatait que l'on ne peut rivaliser avec les règles du Mercosur. Il y avait aussi une spécificité espagnole intéressante.En effet, une loi (« loi sur les chaînes alimentaires ») interdit la vente à perte. En d'autres mots, elle interdit aux acheteurs(…) d'acheter à des prix inférieurs aux coûts de production. Des plaintes peuvent être déposées.
Via C. a réussi à porter cette dernière question à l'ordre du jour, c'est-à-dire d'avoir des discussions sur ce point : avoir des prix qui ne sont pas sous le seuil des coûts de production et qui permettent une vie digne.Combattre les pratiques déloyales (comme l' a fait l' Espagne).
Via C.a acquis une légitimité qui lui a permis d'être reçue par U.Van der Leyen.
Il y a une contradiction entre un marché agricole dérégulé (suite à la Réforme de la PAC en 1992 et la mise en place du Pacte Vert avec sa stratégie, « *de la ferme à la fourchette* ». avec la baisse de l'utilisation des pesticides et des engrais de synthèse. Il faut interdire l'importation de produits alimentaires utilisant pesticides et engrais de synthèse et sont donc, pour cette raison, plus compétitifs.

Il y a une contradiction entre un système néo-libéral incitant à la compétitivité et les injonctions à verdir nos pratiques.
A la Via C., on garde l'ambition d'une transition agro-écologique.En même temps, on remet en cause le libre-échangisme néo-libéral et il faut protéger l'agriculteur-trice. Deux visions se dégagent.
La demande de prix justes est de mieux en mieux comprise par la société
Les lignes commencent à bouger mais à l'opposé du Mercosur. Il faut arrêter ces accords de libre-échange.Notamment dans les différents pays qui peuvent avoir un veto:Belgique, Hollande, France,..
Mais la pression est forte par qui veut signer ces accords car on a besoin de matières premières, de biomasse (d'aliments pour nos élevages industriels).
On a besoin d'une nouvelle PAC avec des prix basés sur les **stocks public**s. avec des prix minimum d'intervention, de la gestion de l'offre, du pilotage des grands volumes de production,...et des prix agricoles.. Sans ce pilotage, les prix des céréales restent très élevés.
Pour rester compétitifs dans le système actuel, les agriculteurs peuvent vendre sous les coûts de production et cela avec des subventions qui sont un véritable gaspillage d'argent. Il faut au contraire que cet argent public serve à la transition agro-écologique.Aux Etats-Unis, quand les prix du lait passent sous les valeurs de référence, des aides sont données.
Il faut que l'argent public soit utile : transition agro-écologique, changement de pratiques, désendettement des fermes.
Les alternatives et revendications comparables au Nord et au Sud: une même revendication de régulation des marchés.Ainsi en Afrique de l'Ouest, on veut produire davantage pour être moins dépendants des importations. Mais ls grandes entreprises poussent à la dérégulation.Au Nord comme au Sud ? On veut une régulation des marchés et être moins dépendants des importations, être auto-suffisants. Des politiques qui soutiennent les productions locales.
On se bat pour l'*accès à la terre*, notamment en Amérique latine où le mouvement des « sans-terre » est important.L'accès à la terre est une première étape vers la souveraineté alimentaire. En Amérique latine, c'est la première lutte.

A Bogota (Colombie), lors d'une réunion des groupements Via C., on s'oppose à l'OMC. La première régle est la suivante: la souveraineté alimentaire passe avant le commerce.Tous les paysans ont le droit de mettre en place des barrières douanières, des stocks publics, des prix minimum d'intervention, des standards qui correspondent aux besoins des populations.Chaque pays a le droit de décider de ses politiques agricoles en fonction de ses réalisations culturelles, économiques,...C'est le contraire de l'OMC.

Les régles du commerce doivent être fondées sur la coopération et la solidarité. Le commerce doit être régional avant d'être global.Le commerce ne passe pas par les marchés boursiers mais par des contrats à long terme de gouvernement à gouvernement.
L'aide alimentaire ? Lors de catastrophes écologiques par exemple. Mais attention, cela peut être une manière pour les OGM de s'infiltrer en sous-main. Ce sont donc des occasions de destruction de la souveraineté alimentaire. Elle doit au contraire chercher à reconstruire une agriculture locale selon les standards de vie, cultures, habitudes,…
A Bogota, on a aussi pensé à la dette qui oblige les pays à orienter leurs productions vers l'exportation, en fait pour importer des devises et rembourser.
Mais question : si le revenu des agriculteurs.trices augmentait trop, le consommateur n'en souffrirait-il pas ? Un exemple précis. En Belgique, entre 2000 et 2020,le prix du lait au consommateur est passé de 57 centimes à 87 centimes et pourtant le prix payé au producteur a baissé d' un centime durant cette pèriode. Toute une marge dont ont profité la grande distribution et le commerce international.
La part des prix agricoles dans les prix alimentaires c'est 15 % maximum.Donc si on augmente de 10 % le prix au consommateur, cela n'augmente pas de 10 % les prix de l'aliment.
Et la guerre en Ukraine ?
Des phénomènes massifs de spéculation sur les grains, une multiplication par quatre du prix du blé sur les marchés internationaux alors que les récoltes étaient excellentes.
Un phénomène de panique alimenté par les 4 multinationales (ABCD) avec des profits hallucinants.
Quand les *stocks* sont *privés* (comme en Europe) et que les prix montent, les multinationales attendent que les prix montent encore plus (elles ont les reins solides).Quand les prix baissent, ils vont attendre qu'ils baissent encore plus pour acheter à des prix toujours plus bas ! C'est le jeu *en bourse* qui permet de s'enrichir de son fauteuil.
Les *stocks publics* permettent de contrer les phénomènes spéculatifs.Par exemple, quand les prix montent, on peut envoyer sur le marché une partie des stocks pour stabiliser ces prix.Les stocks sont un outil efficace pour la stabilisation des marchés.
Pour Via C, le droit à l'alimentation est premier.C'est très différent de l'*aide alimentaire*. On peut parler et discuter de la *sécurité sociale* de l'alimentation. C'est un alimentation choisie.La question ds droits est primordiale.

Les revendications de la Via Campsesina.
Nous exigeons :

- la fin de la spéculation sur les denrées alimentaires;l a suspension de la cotation en bourse.
- Des prix basés sur ls coûts de production.
- La fin de l'OMC s'agissant de l'alimentation et qui empêche les pays de développer des réserves, des politiques publiques d'aide aux petits agriculteurs .
- Un nouvel organisme international chargé des négociations transparentes entre pays importateurs et exportateurs de produits de base, notamment, de denrées alimentaires.
- Interdiction d'utiliser des denrées alimentaires pour produire de l'énergie.
- Un moratoire mondial sur les dettes des pays les plus vulnérables. Annulation de la dette extérieure illégitime.
- OMC démantelée. Renforcement des agricultures nationales ou locales.Un système équitable basé sur la coopération plutôt que sur la spéculation.
- Une réforme agraire et populaire qui mette fin à l'accaparement de l'eau, des semences, des terres par les sociétés transnationales.
- Un changement radical vers l'agro-écologie.
- Une régulation efficace du marché des intrants.
- Une gouvernance alimentaire basée sur les intérêts des peuples et non sur ceux des transnationales.
- Le développement des activités de stockage public.
- Un moratoire sur les technologies dangereuses: géo-ingénierie, OGM, viande cellulaire,…
- des prix équitables définis par rapport aux coûts de production.
- La violence à l'égard des femmes doit cesser.

La stratégie européenne, de la ferme à la table.Survivra-t-elle à la crise agricole ?A.Ghyselings,CNCD.
En 2019, la signature du Pacte vert européen est une victoire pour les mouvements citoyens.La mobilisation citoyenne impose la question de l'environnement. Ursula von der Leyen propose de concilier économie et environnement au travers d'un Pacte vert européen. Mais la transition a pris du retard et toute législation relative à cette transition est remise en cause.
Une loi-cadre ? Qui permettrait d'harmoniser les objectifs du Pacte vert et ceux de la Politique agricole commune (PAC).

Une série de législations étaient prévues dans une optique « de la ferme à la table ».
La suite de cet article montre les résistances d'un camp conservateur et les exigences d'un bloc progressiste (dont Via Campesina). La technicité des débats est évidente et nous dépasse. Mais l'article distingue 5 thématiques :

- La législation sur les pesticides est sabordée.On invoquait l'insécurité alimentaire possible suite à la guerre en Ukraine.Non ! Au contraire ! La présidence enterre le texte!

Le monde agricole se mobilise avant tout pour exiger des revenus justes et stopper les accords de Libre-échange, genre Mercosur.

- Biodiversité: la loi prise en otage.C'est la seconde jambe d'une loi sur la transition agricole.Son objectif principal: restaurer 20 % de la nature d'ici 2030. Blocage alors qu'A.de Croo est président du Conseil.
- Élevage industriel: une occasion manquée. ll est responsable de 67 % des émissions d'ammoniac et de 50 % des émissions de méthane dans l'UE.

Un seuil de 150 UGB (unités de gros bétail)? Le chiffre est revu à la hausse.
Accorder les mesures prises dans l'UE et dans les pays tiers.Ne pas pénaliser les formes plus durables d'élevage bovin (prairies,…).
De nouvelles mesures concernent les conditions de transport,d'abattage.

- Nouveaux OGM: dérégulation sen vue ?Les OGM sont interdits en Europe. Mais ils sont autorisés à l'importation. De nuvelles techniques (NTG) viennent bousculer les choses. Il s'agit de génomes n'intégrant pas de gènes étrangers mais seulement réparés, modifiés.Ces nouveaux OGM sont inscrits à l'agenda de « de la ferme à l'étable ».
- Pour des politiques alimentaires justes, équitables, durables et cohérentes. Un lobby conservateur s'est mobilisé pour bloquer les bonnes intentions de la Commission.
- Il faut des normes sociales et environnementales qui bloquent les accords de Libre échange avec le Mercosur.

Focus Belgique.
1.L' accès à la terre:le champ de bataille ? *P.H. Guilmin, Terre en vue (TeV).*
Frustration, colère dans les fermes et les villages contre ceux d'en-haut,contre la politique,...l'UE.
Dans les 10 prochaines années, près de la moitié des agriculteurs belges partiront à la retraite.Pour *Terre en vue*, un sujet crucial n'a pas été assez abordé: la terre agricole.

Pour TeV,le combat est simple:il faut préserver les t*erres agricoles* et les rendre accessibles C'est le premier outil de travail des agriculteurs-trices.Ce n'est pas un simple objet de spéculation financière.C'est un patrimoine commun destiné à fournir une alimentation de qualité à chacun.e.Ce n'est pas une valeur refuge pour les spéculateurs de tout genre: artificialisation, prairie pour chevaux, production d'énergie (maïs);vente aux plus offrants.
Pour les jeunes qui voudraient se lancer, la terre est devenue largement inaccessible avec un prix déconnecté de toute réalité agricole.
« Près de la moitié des agriculteurs belges partiront à la retraite » dont une majorité sans repreneur au vu des obstacles.
La Wallonie compte encore près de 12 000 fermes. Plus de 70 % des agriculteurs auront dépassé la barre des 50 ans.L'objectif est de créer quelque 8400 nouvelles exploitations dans les 10 à 15 prochaines années.Objectif ambitieux.Comment y parvenir ?
Créer ube *agence des terres wallonnes* pour réguler le marché et s'assurer que les terres sont utilisées à des fins agricoles.
Une administration des *terres publiques* pour préserver leur vocation de bien commun. C'est un enjeu majeur avec leurs 60 000 ha, soit 8% de la surface wallonne agricole.Pourtant, elles sont souvent gérées sans vision d'ensemble ou coordination. Le nouveau décret *« terres publiques »* pourrait changer la donne.
Le rôle d'associations comme « Terre en vue »apparaît crucial pour préserver des terres nourricières.
Un choix de société pour tout un chacun ! Prenez des parts, faites des dons.

2 .La transition du système alimentaire.Bilan de 10 annés de luttes en Belgique. (L*a ceinture alimentaire).*

La leçon a près 10 années: les consommateurs *seuls* ne peuvent faire évoluer le système alimentaire. La situation économique de nombreux acteurs de la filière alimentaire reste préoccupante.Du côté des citoyen.nes, la précarité qui se généralise reste indécente pour un pays riche.La part du marché pour l'alimentation locale et durable est inférieure à 5 %. Dans les grandes surfaces, *green washing* est à la mode.Le bio lui est surfacturé.
La CATL (ceinture alimentaire liégeoise) faisait le pari de *ceintures alimentaires* territorialisées dans une logique de proximité. Par opposition aux filières longues de la mondialisation agro-alimentaire.
C'est un problème économique, agronomique mais aussi éthique. Il existe encore des entreprises dont la finalité n'est pas de maximiser les profits mais qui sont conscientes de leurs responsabilités sociales, en matière de santé, d'environnement, de biodiversité. En région liégeoise, une trentaine de telles entreprises se sont développées au cours des 10 dernières années.

Du prix de vente, 70% vont directement dans la poche du producteur ; les prix sont 5 à 10 % inférieurs à ceux des grandes surfaces.
Un grand engouement, un nombre croissant d'emplois, un festival « Nourrir Liège », des partenaires du monde culturel et universitaire,...donnent crédibilité au mouvement.
Un changement de relation avec les pouvoirs publics dans une logique de partenariat. Des terres communales sont mises à la disposition des porteurs de projets. Par l'intercommunale Isosl,des repas 100% durables sont proposés. (crèches, écoles,…).
Parmi les objectifs, une capitalisation des expertises et savoirs,..une animation territoriale,...Une démocratie alimentaire se met en place.De telles structures éclosent un peu partout en Wallonie.
Résumé, Michel Ansay 22O325.